

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 15/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

TANNERIES ROUX

B.P 66
26100 ROMANS SUR ISERE

Référence :20221213-RAP-DAEN1005
Code AIOT : 0006102695

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2022 dans l'établissement TANNERIES ROUX implanté B.P 66 26100 ROMANS SUR ISERE. L'inspection a été annoncée le 14/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi des suites de la dernière visite d'inspection (2021), ainsi que des suites données à un arrêté préfectoral de mise en demeure. Les éléments relatifs à une plainte ont également été abordés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANNERIES ROUX
- B.P 66 26100 ROMANS SUR ISERE
- Code AIOT : 0006102695
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED.

Le site des Tanneries ROUX est autorisé par l'arrêté préfectoral n°2012047-0031 du 16/02/2012 pour l'exploitation d'une tannerie sur la commune de ROMANS pour une capacité de 9 tonnes par jour de peaux mises à l'eau.

Les Tanneries ROUX existent depuis plus de 200 ans (créée en 1803). En 2012, la société a été rachetée par le groupe LVMH. Le site emploie environ 110 salariés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- inventaire des substances,
- arrêté de mise en demeure,
- autosurveillance des rejets liquides,
- déclarations GERE et GIDAF,
- problématique H₂S,
- bruit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Point n°2 – Inventaire des substances	Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 71.1	/	Lettre de suite	3 mois
13	Point n°8 – Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 1	/	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Point n°1 – Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 1.2.1	/	Sans objet
4	Point n°4.1 – AN-EAU – Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
7	Point n°4.4 – AN-EAU – Résultats d'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
8	Point n°4.5 – AN-EAU – Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
9	Point n°4.6 – AN-EAU – Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
10	Point n°5 – Problématique H2S	Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 4.3.7	/	Sans objet
14	Point n°9 – Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 4.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Point n°3 – Suivi de l'arrêté de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1	/	Sans objet
5	Point n°4.2 – AN-EAU – Ouvrage de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
6	Point n°4.3 – AN-EAU – Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 21 et 50	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Point n°6 – Prévention des odeurs	Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 3.1.3		Sans objet
12	Point n°7 – Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre différentes actions correctives et modifications sur ses installations lui permettant d'améliorer les conditions d'exploitation de ses installations et notamment la qualité des rejets. Néanmoins, des écarts sont encore observés et le suivi des installations doit continuer à être réalisé de manière rigoureuse afin de remédier à ces derniers.

L'impact de la décision d'arrêt de la rivière doit être mesuré précisément dans les mois à venir. La perte de cette activité sur le site doit permettre de réduire certaines nuisances associées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point n°1 – Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cf. Tableau de rubrique de l'arrêté préfectoral. 2350 – A - Tannerie – 9t/j mise à l'eau 2351 – A – Teintureries de peau – 2,5 t/j 2355 – D – Dépôt de peaux salées non séchées – 120 t 2575 – D – Emploi de matières abrasives – 60 kW 2910 – D – Combustion – 4,2 + 2,25 kW 2921 – D – TAR – 522 kW 1111 – 2.c – Emploi/stockage substances très toxiques – 250 kg 1432 – D – LI – 20 m³ équivalent 1331 – NC – Substances et préparations toxiques – 4,725 t 1172 – NC – Dangereux pour l'environnement / très toxiques - 15t 1173 – NC – Dangereux pour l'environnement / toxiques – 765 kg 1611 – NC - Acide – 26 t 1630 – NC- Soude – 1,2 t 2925 – NC – Charge accumulateurs – 0,85 kW</p>
<p>Constats : Le classement des installations sous les nouvelles rubriques « 4000 » de la nomenclature des installations classées n'a pas été acté.</p> <p>Un positionnement a été réalisé en 2017 par l'exploitant pour justifier du non classement Seveso (courrier du 16/02/2017), mais le reclassement des installations n'a pas été réalisé à cette occasion.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre une mise à jour du positionnement réalisé en 2017, afin d'actualiser le classement ICPE du site. Il conviendra de bien différencier les demandes de reclassement des produits avec les mêmes quantités que celles autorisées sous les anciennes</p>

rubriques « 1000 » (par exemple les produits qui relevaient de la 1172, relevant désormais de la 4510 pour un même tonnage maximal), des demandes « nouvelles » qui correspondraient soit à une augmentation du tonnage précédemment autorisé, soit à un nouveau produit utilisé avec une catégorie de danger différente (en référence aux mentions de dangers par exemple).

Dans le premier cas, la demande est instruite au titre du bénéfice des droits acquis, dans le second la demande correspond à une modification des installations autorisées.

A noter que pour les produits détenus et utilisés en quantité totale inférieure au seuil de la déclaration sous la rubrique concernée, il convient de s'assurer de la prise en compte des risques liés aux produits et que ces derniers ont bien été pris en compte au besoin dans l'étude d'impact du site et l'étude de dangers (selon la nature des produits et les quantités détenues / utilisées).

Observation n°1 : L'exploitant transmettra sous 3 mois un positionnement actualisé du classement de ses substances et mélanges dangereux relevant des rubriques « 1000 » (encore en vigueur) et « 4000 » de la nomenclature des installations classées (quantité totale susceptible d'être présente par rubrique).

Observation n°2 : L'exploitant doit pouvoir justifier dans le temps de la situation de ses installations par rapport à la règle de cumul seveso bas (R. 511-11 du code de l'environnement). Pour cela, l'inventaire des substances et mélanges présents sur l'établissement doit comporter le détail des différentes mentions de dangers et des rubriques de classement associées, et pas uniquement la rubrique retenue pour le classement ICPE).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Point n°2 – Inventaire des substances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 71.1

Thème(s) : Situation administrative, Inventaire

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 71.1 Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement
« L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours. »

Arrêté 04/10/2010

Article 49 - Etat des matières stockées.

« Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. »

Article 50 - Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.

*« Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.
(...) »*

Constats :

L'exploitant a présenté un inventaire détaillé des substances et mélanges dangereux présents sur l'établissement. Cet inventaire précise notamment la référence du produit, le libellé, les quantités présentes en stock et en production, le fournisseur, une description du conditionnement et la zone concernée du site.

L'état physique du produit est précisé indirectement via le conditionnement, mais n'est pas facilement exploitable.

Un plan doit être réalisé afin présenter l'emplacement des produits de manière plus précise.

Par ailleurs, l'inventaire ne permet pas de justifier que les quantités présentes respectent les valeurs limites de l'arrêté préfectoral. L'exploitant doit pouvoir justifier, dans un temps court, le classement de chaque substance détenue/utilisée. Les informations sollicitées pour justifier de la situation du site vis-à-vis de la règle de cumul seveso bas permettront également de justifier du classement ICPE à tout moment (observation n°2).

L'exploitant dispose globalement des fiches de données de sécurité des produits, mais ne réalise pas de suivi pour s'assurer de disposer de la dernière version à jour. Une action est engagée.

Un inventaire physique tournant est réalisé tous les mois pour les principaux produits. L'inventaire global est réalisé au moins une fois par an.

L'exploitant prévoit de déployer un outil de gestion des produits utilisés afin d'améliorer globalement leur gestion. L'échéance envisagée est le 1^{er} trimestre 2023.

Non-conformité n°1: L'exploitant ne dispose pas d'inventaire permettant de répondre précisément aux attentes fixées par l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral et l'article 49 de l'arrêté du 04/10/2010. L'inspection a noté les démarches engagées pour compléter l'inventaire en place. Il conviendra de justifier de la mise en œuvre d'une action corrective sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Point n°3 – Suivi de l'arrêté de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1 (modifié) <i>« La société Tanneries ROUX SA, dont l'installation et le siège social sont situés 2 avenue Bruno Larat à ROMANS-SUR-ISERE (26100), est mise en demeure de respecter, avant le 31 décembre 2022, les valeurs limites d'émissions fixées à l'article 4.3.9 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 16 février 2012, pour ce qui concerne les effluents liquides issus de ses installations. »</i>
Constats : L'arrêté de mise en demeure a été soldé sur la base des éléments transmis par l'exploitant. Un rapport spécifique a été rédigé pour traiter ce point sur la base des éléments transmis par courrier du 24/09/2022 (rapport du 28/09/2022). Une réponse formelle reste toutefois attendue pour ce qui concerne les résultats du dernier contrôle inopiné ayant fait l'objet d'un courrier à cet effet. Observation n°3 : Il est rappelé que l'inspection attend une réponse au courrier daté du 07/09/2022 relatif aux résultats du contrôle inopiné des rejets aqueux réalisé au titre de l'année 2022. Pour ce qui concerne la couleur, il ne sera pas tenu compte de l'écart dans la mesure où le rejet est réalisé en STEP urbaine (la zone de mélange fait référence au milieu naturel).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Point n°4.1 – AN-EAU – Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>« Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. »</i>
Constats : L'exploitant a présenté un plan des réseaux. Ce dernier ne permet pas de distinguer de manière explicite les différents réseaux (eaux usées sanitaires, eaux pluviales, eaux industrielles), à défaut d'une légende spécifique. Par ailleurs, il est rappelé que le plan doit être tenu à jour après chaque modification. Observation n°4 : L'exploitant devra justifier de la mise à jour du plan des réseaux du site, tenant compte des dernières modifications apportées et présentant de manière différenciée les différents réseaux du site (eau potable, eaux usées sanitaires, eaux industrielles, eaux pluviales de voiries, eaux pluviales de toiture). Ce plan comportera par ailleurs les différents organes et installations techniques (compteurs, disconnecteurs, vannes, grilles de collecte, caniveaux aériens, etc.). Un exemplaire du plan est transmis sous 3 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Point n°4.2 – AN-EAU – Ouvrage de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2022, Ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>« Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</i></p> <p><i>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le point le plus proche du réseau avant rejet.</p> <p>Les eaux en sortie de station de traitement interne sont rejetées dans le réseau collectant les eaux usées de la ville jusqu'en station d'épuration urbaine. De ce fait, il n'y a pas de perturbation du milieu récepteur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Point n°4.3 – AN-EAU – Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 21 et 50
Thème(s) : Actions nationales 2022, Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>« Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. »</i></p> <p><i>« Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</i></p> <p><i>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux industrielles du site sont rejetées en un point de rejet, après traitement interne. Il existe par ailleurs 3 autres points de rejet, concernant les eaux pluviales et les eaux domestiques.</p> <p>Un dispositif de prélèvement d'échantillon est installé en amont du point de rejet. Lors de la visite, un deuxième dispositif de prélèvement était en place (contrôle externe par le CTC).</p> <p>À noter que lors de la visite, l'inspection a constaté l'avancement des travaux de mise en place de la capacité tampon de 300 m³ en amont de la STEP. La cuve tampon actuelle de 100 m³ sera utilisée comme capacité de rétention pour retenir les effluents sur site en cas de problème (incident, dépassement de VLE, etc.).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Point n°4.4 – AN-EAU – Résultats d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. »
Constats : L'exploitant transmet de manière régulière ses résultats d'autosurveillance via l'application GIDAF. En cas d'écart, les commentaires renvoient globalement au plan d'action en cours. Après la visite il a été constaté plusieurs dépassements en chrome et en MES (résultats d'autosurveillance d'octobre). Des explications sont à apporter. Les résultats de novembre sont en attente. Observation n°5 : L'exploitant doit veiller à analyser chaque dépassement significatif et cette analyse doit être tenue à la disposition de l'inspection. Pour ce qui concerne les résultats de l'autosurveillance d'octobre 2022, l'exploitant transmettra son analyse à l'inspection sous 3 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Point n°4.5 – AN-EAU – Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>« Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a informé l'exploitant de l'existence du guide <i>« relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE »</i> validé par le ministère.</p> <p>L'exploitant réalise les prélèvements et ces derniers sont envoyés ensuite par taxi dans un laboratoire d'analyse accrédité (Laboratoire Départemental d'Analyse).</p> <p>Les modalités d'échantillonnage ne sont pas formalisées et partagées avec le laboratoire d'analyse. L'inspection n'a pas d'observation sur les conditions de prélèvement des échantillons, néanmoins il conviendra de s'assurer de la mise en œuvre des bonnes pratiques visant à garantir dans le temps la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure.</p> <p>Observation n°6 : L'exploitant prendra connaissance du guide visé à l'article 58-II de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 et formalisera les modalités de mise en œuvre de son programme d'autosurveillance pour ce qui concerne notamment les opérations d'échantillonnage, ainsi que l'entretien de l'appareillage.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Point n°4.6 – AN-EAU – Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</i></p> <p><i>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</i></p> <p><i>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p> <p><i>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »</i></p>

Constats :

La périodicité du contrôle de recalage fixée par l'arrêté préfectoral (article 9.2.2.4) est semestrielle.

L'exploitant a présenté son programme d'analyses, comportant des analyses journalières (en dehors du week-end où l'activité est à l'arrêt), hebdomadaires, trimestrielles et semestrielles.

Le débit et le pH sont analysés en continu, ainsi que l'H₂S à l'exutoire (mesure du gaz). Les fréquences respectent les dispositions prévues par l'arrêté.

La surveillance journalière de l'exploitant est réalisée sur les paramètres suivants : MES, DCO, sulfures et chrome total.

Les analyses hebdomadaires et trimestrielles sont réalisées par le LDA (accrédité COFRAC).

Les analyses semestrielles sont réalisées par le CTC, également accrédité COFRAC, avec un échantillonnage complètement indépendant.

Les prélèvements hebdomadaires et trimestriels n'étant pas réalisés sous agrément, il apparaît bien nécessaire de maintenir un contrôle de recalage semestriel.

L'exploitant a présenté une comparaison pour les 4 paramètres journaliers des résultats de ses analyses par rapport à ceux des laboratoires. L'écart relatif apparaît globalement cohérent avec les incertitudes prévisibles, néanmoins certains écarts sont ponctuellement plus significatifs. L'analyse de ces écarts n'est pas formalisée et ne fait pas l'objet d'un échange formel avec le laboratoire en tant que de besoin.

Observation n°7 : L'exploitant doit formaliser l'analyse des écarts relevés entre ses résultats et ceux du laboratoire agréé, ainsi que les actions correctives mises en œuvre le cas échéant.

A noter que lors de la visite, le flacon du préleveur de l'exploitant était bien propre (observation émise à l'occasion du contrôle inopiné réalisé en juillet). L'exploitant doit par ailleurs répondre à l'observation sur la température de l'enceinte du préleveur (courrier spécifique).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Point n°5 – Problématique H₂S

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 4.3.7

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des rejets en H₂S

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 4.3.7 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

« Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,

- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,

- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

- de substances capables d'entraîner :

**la destruction ou l'altération des ouvrages d'assainissement,*

**la destruction de la vie bactérienne de la station d'épuration de ROMANS,*

**la destruction de la vie aquatique. »*

Constats :

L'exploitant a présenté son plan d'action concernant la prévention des rejets d'H₂S en sortie de son établissement.

L'exploitant dispose désormais de deux points d'injection de nitrate de calcium (Nutriox), en préventif lors de la vidange des cuves d'oxydation ainsi qu'au niveau du bassin d'homogénéisation en amont du rejet. Pour mémoire l'utilisation du chlorure ferrique a été arrêtée début 2022.

L'inspection a constaté le fonctionnement du dispositif de récupération des poils récemment mis au point, néanmoins il sera arrêté avec l'arrêt de la rivière.

L'exploitant dispose en matière de surveillance de deux capteurs de deux technologies différentes, pouvant expliquer certaines différences de mesure entre eux. À noter que seul le premier capteur fait l'objet d'une remontée d'information avec alarme en temps réel. Le 2^e capteur dispose d'une mémoire et est relevé au moins une fois par mois (sauf incident).

Un étalonnage est réalisé deux fois par an. Le réseau fait l'objet d'un curage deux fois par an.

À noter qu'une réunion a été organisée sur le site de la tannerie avec la direction de l'assainissement de Valence Romans Agglo (VRA) et Véolia (exploitant du réseau), afin d'aborder les problématiques de chacun vis-à-vis des soucis liés au H₂S. Cette réunion a été organisée à l'initiative de l'exploitant et fait suite aux nombreux échanges entre les parties prenantes liés aux concentrations significatives mesurées à différentes occasions en aval du point de rejet de la tannerie.

Depuis, il convient de noter que la rivière a été arrêtée par les Tanneries Roux (mi-novembre). L'impact exact de cet arrêt (positif) sera à surveiller pour ce qui concerne les émissions d'H₂S.

Dans ce cadre, il a été demandé à l'exploitant de réaliser deux campagnes de 15 jours de mesures d'H₂S dissous sur l'effluent, avant et après l'arrêt de la rivière.

La configuration du réseau en aval du point de rejet, avec notamment une chute d'eau, est favorable au « relargage » de l'H₂S contenu dans l'effluent. Il apparaît néanmoins important de prévenir la formation d'H₂S au niveau des installations de l'établissement, pour éviter la production d'H₂S en aval que ce soit au niveau de cette chute ou plus en aval.

Un nouveau curage du réseau sera réalisé après l'arrêt de la rivière. Il est convenu qu'un curage soit également réalisé par Veolia fin novembre sur le réseau public (« point zéro »).

Le capteur d'H₂S situé en aval du point de rejet du site, dont les données sont remontées à VRA, sera conservé d'après les informations communiquées lors de la réunion. L'intérêt de la mise en place temporaire d'un 2^e capteur, encore davantage en aval (~100 m), a également été évoqué, de manière à avoir un enseignement complémentaire sur l'évolution de la concentration d'H₂S dans le réseau en cas de pic en sortie de l'établissement, et ainsi mieux caractériser les enjeux.

Observation n°8 : L'exploitant transmettra les résultats des deux campagnes de mesure de l'H₂S dissous dans ses effluents (et sulfures), mises en œuvre avant et après l'arrêt de la rivière comme demandé lors de la visite. L'exploitant transmettra également les relevés des capteurs d'H₂S gazeux sur ces deux périodes.

En dehors des actions de prévention, il est par ailleurs demandé à l'exploitant de mettre en place une procédure décrivant précisément les actions correctives mises en œuvre en cas de pic d'H₂S.

Observation n°9 : L'exploitant transmettra sa procédure formalisée relative aux actions correctives engagées en cas de pic d'H₂S détecté au niveau de son point de rejet d'une part, ainsi qu'au niveau du capteur VRA en aval (en cas d'information par l'agglo) d'autre part. Au moins deux niveaux d'action seront à prévoir en fonction du niveau de concentration et/ou de la durée du pic (seuils à définir).

Observation n°10 : Le deuxième capteur fera l'objet d'une remontée d'information en continu, ce dernier étant plus récent et plus fiable selon les informations communiquées lors de la visite.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Point n°6 – Prévention des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.1.3 Odeurs Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.
Constats : L'exploitant a présenté ses actions de réduction des odeurs. Au niveau de la benne « trippe » de stockage, l'aménagement autour de la nouvelle dalle a été présenté. Le bâtiment ne sera pas mis en œuvre du fait de l'arrêt de la rivière. L'inspection a constaté la présence du dispositif de traitement des odeurs provenant de la STEP interne, avec la mise en place d'un système de traitement au charbon actif. Un masquant d'odeur est par ailleurs utilisé, la fiche technique a été transmise. Il s'agit du produit « Inhitone B OD MF P », à base d'huiles essentielles selon le fournisseur, visant à neutraliser les odeurs de boues de stations d'épuration. <u>Observation n°11 :</u> Compte-tenu de la mise en place d'un traitement des odeurs par charbon actif, il conviendrait de préciser la vocation de l'usage du masquant d'odeur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Point n°7 – Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : <i>Article 6.2.1 Valeurs limites d'émergence</i> <i>Émergence admissible par rapport au niveau sonore initial : 3 dB</i></p> <p><i>Article 6.2.2 Niveaux limites de bruit</i> <i>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</i></p> <p><i>En limite de propriété :</i> <i>* Jour - 7h à 20 h : 60 dB(A)</i> <i>* Période intermédiaire, de 6h à 7h et de 20h à 22, les dimanche et jours fériés : 55 dB(A)</i> <i>* Nuit – 22h à 6h : 50 dB(A)</i></p> <p><i>+ Cf Rapport de mesure d'octobre 2020.</i></p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées a transmis certaines observations à l'exploitant sur le rapport acoustique réalisé en 2020 (recensement des sources de bruit et localisation, évolution de ces dernières, justification de la période de mesure, choix des points de mesure en ZER, justification des périodes de mesures retenues/écartées sur 24h, justification de l'arrêt complet de toutes les sources de bruit du site pour la mesure du bruit résiduel, contexte et niveau d'activité pendant la mesure, etc.).</p> <p>Pour le prochain contrôle (2023), il conviendra d'en tenir compte.</p> <p>Plusieurs sources de bruit ont été traitées (tourniquet à l'entrée du site par exemple). Pour une source de bruit, les mesures mises en œuvre se sont révélées insuffisantes (grincement d'une écluse). L'arrêt de la rivière doit entraîner la suppression de la source.</p> <p>À noter des plaintes sur le bip de recul des chariots élévateur, sans solution de traitement possible. Le travail dans les périodes de nuit avec les chariots va être limité, mais ne peut être supprimé.</p> <p>Une action est à venir pour remettre en état le sol des zones de manutention, ce qui limitera les bruits liés à la circulation des engins de manutention.</p> <p>Enfin, un cyclone va être mis à l'arrêt avec la réorganisation de l'activité.</p> <p>Plus globalement, l'exploitant envisage de communiquer prochainement avec les riverains pour présenter les installations, les principales améliorations apportées et les objectifs du site.</p> <p>Observation n°12 : Il conviendra de programmer la prochaine étude acoustique en tenant compte des observations formulées par l'inspection des installations classées lors de la visite, ainsi que par courriel du 08/08/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Point n°8 – Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : <i>AM du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets</i> <u>Article 4</u> <i>« 1.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</i> <i>(...)</i> <i>-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.</i> <i>(...).</i> »</p> <p><u>Annexe I</u> LISTE DES ÉTABLISSEMENTS <i>« a) Etablissements exerçant une des activités listées ci-dessous :</i> <i>- installations classées soumises à autorisation ou enregistrement (...);</i> <i>(...).</i> »</p>
<p>Constats : L'exploitant ne procède pas à la déclaration annuelle de ses émissions et des déchets selon les dispositions prévues par l'arrêté du 31/01/2008.</p> <p>L'exploitant est soumis à cette déclaration dans la mesure où au moins une installation relevant du régime de l'autorisation est exploité et où la quantité de déchets dangereux générée est supérieure à 2 tonnes.</p> <p>Les autres seuils doivent faire l'objet d'une vérification (prélèvement d'eau, émissions de polluants dans l'air et dans l'eau).</p> <p>Non-conformité n°2 : L'exploitant ne déclare pas annuellement ses émissions de polluants et déchets selon les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008. La déclaration sera mise en place en 2023 (bilan 2022), avec a minima les déchets dangereux générés et expédiés. Pour ce qui concerne les autres paramètres pouvant être à déclarer, il conviendra de vérifier les niveaux d'émissions des polluants dans l'air et dans l'eau, ainsi que le niveau de prélèvements d'eau, par rapport aux seuils fixés par cet arrêté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Point n°9 – Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Actions sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.1.1 Origine des approvisionnements en eau</p> <p>Extrait du tableau :</p> <p>* Eau souterraine (nappe phréatique) : prélèvement maximal de 100 000 m³/an, débit maximal horaire de 60 m³/h et journalier de 500 m³/j</p> <p>* Réseau EP (Romans) : prélèvement maximal de 5000 m³, débit maximal horaire de 30 m³/h et journalier 100 m³/j.</p> <p>Extrait article 4.1.3.2.1 :</p> <p>« Les installations sont munies d'un dispositif de mesures totaliseur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a sensibilisé l'exploitant sur les dispositions applicables aux installations en cas d'épisode de sécheresse sur le département (arrêté préfectoraux).</p> <p>L'exploitant n'avait pas connaissance des arrêtés préfectoraux applicables en la matière lors de l'épisode de sécheresse 2022.</p> <p>L'exploitant réalise un relevé mensuel depuis 2016 de son compteur d'eau (eau souterraine), mais pas de relevé quotidien.</p> <p>Le compteur volumétrique du site est récent et n'a pas fait l'objet d'un étalonnage. Le gestionnaire Veolia aurait indiqué que cela n'était pas nécessaire.</p> <p>Observation n°13 : L'exploitant devra tenir un registre à jour avec le relevé des prélèvements journaliers et mensuels, afin d'être en mesure de justifier des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral et mieux caractériser ses consommations en fonction de l'activité du site. Il conviendra de faire apparaître les relevés des consommations provenant du forage (eau souterraine) et du réseau public.</p> <p>Observation n°14 : L'exploitant transmettra les recommandations de Veolia en matière de suivi du compteur volumétrique (avec la périodicité minimale d'étalonnage).</p> <p>L'exploitant a transmis ses consommations en eau souterraine sur les 3 dernières années. Les prélèvements sont supérieurs à 50 000 m³ par an, mais très inférieurs à 100 000 m³ par an. Il est à noter une amélioration sensible en 2021 sur le volume prélevé par rapport à la production (ratio volume prélevé sur la surface de peau produite).</p> <p>Observation n°15 : L'exploitant devra pouvoir présenter en 2023 les actions prises et envisagées pour limiter ses consommations en eau, en période « normale » d'activité ainsi qu'en cas d'épisode de sécheresse (mesures temporaires complémentaires). Il conviendra d'identifier le niveau de performance du site par rapport aux « meilleurs techniques disponibles » pour le secteur d'activité, ainsi que les objectifs particuliers de l'établissement pour la réduction de ses consommations en eau, à court et moyen termes.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : 3 mois